

**Conseil économique et social**

Distr. générale
26 mars 2013
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité du commerce****Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques****Dix-neuvième session**

Genève, 5-7 juin 2013

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Rapports des rapporteurs**Rapport du Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique****I. Introduction**

1. L'évolution actuelle du commerce électronique suit régulièrement et à un rythme soutenu la croissance sans précédent de l'économie mondiale. Il en résulte de nombreuses difficultés liées à la mise en place et au développement d'infrastructures pour les technologies de l'information et de la communication et de réseaux universels, qui jouent un rôle vital dans le développement économique et social et peuvent contribuer à faciliter le commerce partout dans le monde en développement, en particulier dans la région de l'Asie et du Pacifique. Les pays et les organismes régionaux de la région poursuivent donc activement leurs efforts visant à réaliser le potentiel du commerce électronique et des mesures de facilitation du commerce dans l'optique du développement régional. Le présent rapport, fondé sur les observations du Rapporteur pour l'Asie et le Pacifique et sur les échanges qu'il a eus avec des organismes régionaux, décrit les activités menées à cette fin dans la région depuis la dix-huitième session plénière du Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques de l'ONU (CEFACT-ONU).

**II. Conseil Asie-Pacifique pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques**

2. Le Conseil Asie-Pacifique pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (AFACT) est bien placé pour jouer un rôle très important dans la région Asie-Pacifique et promouvoir des échanges commerciaux qui intègrent des modes de transaction électroniques utilisant les normes internationales et les meilleures pratiques, en particulier celles que le CEFACT-ONU a élaborées et encourage. Dans leur majorité, les membres actifs de l'AFACT ont toujours adhéré aux projets/activités communs utiles à tous les pays/entités économiques membres et ils aspirent tous à trouver des moyens de s'aider

mutuellement, dans le cadre d'un commerce électronique pratiqué en collaboration, et de devenir plus adaptables et plus flexibles dans un environnement apolitique. L'AFACT est structuré de la manière suivante:

- a) Il tient une fois par an une réunion plénière de tous ses membres, qui se prononcent sur les questions essentielles;
- b) Ses activités sont gérées et coordonnées par un Comité directeur;
- c) Il compte trois comités exécutifs: le Comité du domaine commercial, le Comité des technologies et méthodologies et le Comité d'appui à la communauté;

d) Il compte également deux groupes de travail, qui relèvent du Comité du domaine commercial (Groupe de travail chargé des certificats d'origine sur support électronique et Groupe de travail chargé des voyages, du tourisme et des loisirs).

3. La trentième réunion à mi-parcours du Comité directeur de l'AFACT s'est tenue les 21 et 22 mai 2012 sur l'île de Kish (République islamique d'Iran). Bon nombre des membres de l'AFACT y ont participé.

4. La trentième réunion annuelle de l'AFACT s'est tenue les 19 et 20 novembre 2012 à Téhéran. À cette occasion ont eu lieu la réunion du Comité directeur (20 novembre), les réunions des comités exécutifs et groupes de travail (19 et 20 novembre) et une réunion plénière (21 novembre), suivies de la Conférence EDICOM 2012 le 22 novembre.

5. La trentième réunion plénière de l'AFACT, tenue le 21 novembre, s'est ouverte par une allocution liminaire de M. Mahmood Zargar, Président du Comité directeur, qui a souhaité la bienvenue aux membres de l'AFACT:

a) Lors de cette réunion plénière, il a été noté qu'en 2012, l'AFACT était encore composé de 19 membres (Afghanistan, Arabie saoudite, Australie, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Malaisie, Mongolie, Pakistan, Philippines, République de Corée, Singapour, Sri Lanka, Taipei chinois, Thaïlande et Viet Nam) et d'un membre associé (Pan Asian eCommerce Alliance (PAA)). Il a également été noté que le Viet Nam accueillerait la réunion de l'AFACT en 2013;

b) Il a été pris note des rapports suivants:

i) Le rapport de M. Sugamata sur les sujets examinés à la réunion du Comité des technologies et méthodologies, y compris le rapport de mise à jour du CEFACT-ONU, le cadre interopérable pour un guichet unique, l'utilisation de la bibliothèque des éléments de base (CCL) en Asie et le plan d'action;

ii) Le Rapport de M. Suzuki sur l'état d'avancement des travaux du Groupe de travail chargé des voyages, du tourisme et des loisirs, y compris les discussions menées au sujet du projet expérimental d'information sur les petits hôtels avec des organismes du secteur privé du Japon, de la République de Corée, du Taipei chinois et de Thaïlande, ainsi que sur le projet relatif aux renseignements sur les voyages à destination, proposé par la République de Corée. Ce projet ne sera soumis au CEFACT-ONU qu'après réception d'au moins trois lettres de soutien de trois chefs de délégation de pays participant aux travaux de l'AFACT. Il recueille à ce jour l'appui du Japon et de la République de Corée et recueillera probablement aussi celui de la République islamique d'Iran et de la Thaïlande;

iii) Le rapport de M. Zargar sur l'état d'avancement des travaux et les conclusions de la réunion du Groupe de travail chargé des certificats d'origine sur support électronique;

c) La République de Corée a fait une présentation du projet de plate-forme d'échange sûre, certifiée et responsable (Sharp). La création d'un nouveau groupe de travail chargé de ce projet, qui relèverait du Comité du domaine commercial, est en discussion;

d) M. Zargar a indiqué avoir participé à la réunion annuelle du Regional Organizations Cooperation Mechanism (ROR-TF), tenue en novembre dernier à Colombo;

e) Il a été pris acte du programme de collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) concernant le Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier en Asie-Pacifique (UNNExT) et la PAA, le Comité technique 154 de l'ISO et l'organisme mixte UNTDED-ISO7372;

f) Il a été noté que la trente et unième réunion de l'AFACT, de même que le concours pour le prix eAsie, se tiendrait en 2013 au Viet Nam et sa trente-deuxième réunion en 2014 en Thaïlande.

6. La conférence annuelle EDICOM, tenue le 22 novembre 2012 à l'Iran International Exhibitions Center de Téhéran, était consacrée au thème suivant: «Création d'un guichet unique, de la planification à la mise en œuvre». Divers sujets ont été abordés: questions liées à la mise en œuvre du guichet unique, dont la coordination entre les parties prenantes, et considérations de politique générale relatives à la Convention sur les communications électroniques et au cadre d'interopérabilité de l'administration en ligne pour l'étude sur l'administration en ligne collaborative (SMART).

III. Guichet unique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est

7. Les trois alinéas ci-après sont tirés d'un rapport (Guichet unique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – Enquête 2012) publié par l'Association japonaise pour la simplification des procédures du commerce international (JASTPRO). L'enquête s'est déroulée de juillet à octobre 2012:

a) L'ASEAN œuvre aujourd'hui à la création de la «Communauté de l'ASEAN» d'ici à 2015. Dans le cadre du projet de la Communauté économique de l'ASEAN, finalisé en 2007, le guichet unique de l'ASEAN est considéré comme une contribution importante à la libre circulation des biens, renforçant l'ASEAN dans sa fonction de «marché unique et de base de production unique». Ce guichet constituerait à cet égard la pierre angulaire de la Communauté de l'ASEAN. L'échéance pour son établissement est fixée à 2012; chaque pays devra avoir achevé la mise en place de son guichet unique national pour qu'il soit prêt à être relié à celui de l'ASEAN (Brunéi Darussalam, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), certains pays bénéficiant toutefois d'un délai supplémentaire de trois ans expirant en 2015 (Cambodge, Myanmar, République démocratique populaire lao et Viet Nam);

b) Au sein de l'ASEAN, un «guichet unique national» s'entend d'un SYSTÈME (qui sera dans un grand nombre de cas équipé de systèmes de serveurs physiques et des dispositifs mécaniques connexes) permettant ce qui suit:

- Une seule communication de données et d'informations;
- Un seul traitement, en outre synchrone, des données et des informations;
- Une seule procédure de prise de décisions en matière de mainlevée et de dédouanement;

c) «Guichet unique de l'ASEAN» s'entend de l'ENVIRONNEMENT (il s'agira en réalité d'une sorte de réseau) dans lequel seront intégrés et opéreront les guichets uniques nationaux des États membres.

IV. Conclusion et recommandation

8. La région est toujours fermement résolue à mettre en œuvre les procédures de commerce sans papier et les transactions électroniques, ainsi qu'en témoignent les efforts déployés par l'AFAC. Le CEFACT-ONU devrait poursuivre sa collaboration avec les organismes régionaux d'Asie et du Pacifique afin d'assurer la coordination entre les contributions régionales et les instruments qu'il élabore et diffuse à l'échelle mondiale.
